



## DESCRIPTION

### Forme autorisée du nom

Bidault, Georges (1899-1983)

### Autres formes du nom

Georges-Augustin Bidault de 10 mai 1899 à 27 janvier 1983

### Type de producteur

Personne

### Identifiant de l'entité

- [ISNI 0000 0001 0857 4453](#)

### Dates d'existence

de 10 mai 1899 à 27 janvier 1983

### Histoire

Georges Bidault (1899-1983) commence sa carrière professionnelle en tant que professeur professeur agrégé d'histoire, en poste à Valenciennes (1925-1926), Reims (1926-1931), Paris (1931-1939) et Lyon (1942-1943).

Proche du Sillon de Marc Sangnier, il milite dans divers mouvements démocrates-chrétiens et notamment au sein du Parti démocrate populaire dont il devient l'un des leaders. Engagé en 1940, il est fait prisonnier de guerre puis relâché sur la foi d'un faux certificat médical. Il rentre dans la Résistance, est porte-parole du mouvement Combat puis préside le Conseil national de la Résistance à la mort de Jean Moulin en 1943. A la Libération, il contribue à fonder le Mouvement républicain populaire, dont il devient le deuxième président, de 1949 à 1952.

Le général de Gaulle lui confie en octobre 1944 le portefeuille des Affaires étrangères, qu'il conserve jusqu'en décembre 1946, exerçant la même fonction à plusieurs reprises jusqu'en juin 1954. Après avoir été six mois président du gouvernement provisoire (et ministre des Affaires étrangères, de juin à décembre 1946), Georges Bidault est investi président du Conseil en octobre 1949 et à nouveau pressenti en juin 1952. C'est sous son impulsion que la France rentre dans l'OTAN en 1949. Il défend par ailleurs l'Union française et se déclare favorable à la Communauté européenne de défense (CED). Lors des négociations internationales de Genève qui suivent le désastre de Diên Biên Phu, Georges Bidault est récusé par les Soviétiques ; le gouvernement Laniel tombe, et Georges Bidault est remplacé par Pierre Mendès France qui cumule les Affaires étrangères et la présidence du Conseil. Bidault prend totalement fait et cause pour les positions de l'Algérie française. Il quitte le MRP en 1958 et crée la Démocratie chrétienne de France. Il s'oppose violemment à la politique algérienne du général de Gaulle, au point d'être recherché pour complot contre la sûreté de l'État. Son immunité parlementaire est levée en 1962, et Georges Bidault est contraint à l'exil, se fixant finalement au Brésil où il ressuscite le CNR. Après l'amnistie de 1968, il fonde le Mouvement pour la justice et la liberté. Georges Bidault avait également été député de la Loire (1945, réélu en 1946, 1951 et 1956).

### Activités

- président du Conseil de 28 octobre 1949 à 2 juillet 1950
- député de 1945 à 1962
- ministre de 1944 à 1954
  - Ministre des Affaires étrangères -Ministre de la Défense nationale

- enseignant de 1925 à 1943

## **SOURCES DE LA NOTICE**

- Archives nationales : fonds Georges Bidault (457AP), fonds Vincent Auriol (552AP).
- Archives nationales : papiers de Charles de Gaulle, chef de l'État (3AG1).
- Notice bnf n°FRBNF12317811
- Notice wikipédia [https://fr.wikipedia.org/wiki/Georges\\_Bidault](https://fr.wikipedia.org/wiki/Georges_Bidault)

## **LIENS ENTRE PRODUCTEURS**

### **Relations d'association**

Mayer, René (1895-1972) ( 8 janvier 1953 à 28 juin 1953 ). Ministre des Affaires étrangères du gouvernement René Mayer.

Pleven, René (1901-1993) ( 1945 à 13 janvier 1983 ). René Pleven est Ministre de la Défense nationale du gouvernement René Pleven

Terrenoire, Louis (1908-1992) ( 10 novembre 1908 à 27 janvier 1983 ).

Mouvement républicain populaire (France ; 1944-1967) ( 1er novembre 1944 à 1958 ).

### **Relations d'identité**

[Bidault, Georges \(1899-1983\) \( 10 mai 1899 à 27 janvier 1983 \). Lien vers la notice BnF](#)

[Georges Bidault \( 10 mai 1899 à 27 janvier 1983 \). Lien vers la notice wikipedia](#)

## **ARCHIVES DE CE PRODUCTEUR**

- Fonds Georges Bidault (XXe siècle)  
457AP. Fonds Georges Bidault
- Papiers des chefs de l'Etat. Archives du Général de Gaulle . De la France libre à la Cinquième République. La France libre et la France combattante. Le Gouvernement provisoire de la République française (1940-1958)